

40 ans déjà et toujours en croissance



DEUXIÈME RAPPORT TRIMESTRIEL

pour les six mois se terminant **LE 30 JUIN 2002**



message aux actionnaires

Au nom du conseil d'administration, j'ai le plaisir d'annoncer d'excellents résultats pour le deuxième trimestre terminé le 30 juin 2002.

Avant le redressement effectué à la suite des modifications apportées aux règles sur l'amortissement de l'écart d'acquisition, le bénéfice du deuxième trimestre a fait un bond de 48 %, pour s'établir à 14,9 M\$, sur des ventes de 240 M\$, soit une hausse de 9,8 % par rapport à l'exercice précédent. Pour le semestre, le bénéfice s'est accru de 38 %, pour s'établir à 30,6 M\$, sur des ventes de 495 M\$, soit une augmentation de 6,7 % par rapport à l'exercice précédent. Compte non tenu de l'amortissement de l'écart d'acquisition inscrit dans les données comparatives de 2001, le bénéfice du deuxième trimestre a progressé de 24 % par rapport à 12,1 M\$ à l'exercice précédent. Celui du semestre s'est accru de 17 %, comparativement à 26,1 M\$ inscrits à la même période de 2001. Pour le deuxième trimestre, le bénéfice par action sur une base diluée était de 0,49 \$, et en cumul annuel de 1,04 \$, soit une hausse respective de 16,7 % et de 13 %. Il est à noter que l'émission d'actions a eu un effet de dilution sur les résultats du trimestre de l'ordre de 0,02 \$ l'action.

La gestion de la trésorerie continue de s'améliorer. Les liquidités provenant des activités d'exploitation se sont élevées à 36,3 M\$ durant le trimestre, par rapport à une utilisation de fonds de 7,1 M\$ un an auparavant. En cumul annuel, les liquidités se chiffrent à 41,4 M\$, comparativement à une utilisation de fonds de 19,2 M\$ en 2001, ce qui traduit une augmentation de 60 M\$. Cette amélioration, conjuguée aux produits de l'émission d'actions durant le trimestre, a permis à la Société de réduire l'endettement net de 110 M\$ et de porter le ratio d'endettement à son plus bas niveau depuis 1988.

Vous trouverez les états financiers complets, y compris l'information sectorielle, dans l'analyse par la direction figurant dans le présent rapport.

Meubles prêts-à-assembler

Malgré un ralentissement de l'économie nord-américaine, le secteur des Meubles prêts-à-assembler de Dorel s'est bien positionné, surtout si l'on tient compte du fait que le deuxième trimestre est toujours lent dans ce secteur. Cette année, nous avons réalisé des ventes de 60 M\$, une première pour un deuxième trimestre. Le bénéfice d'exploitation a augmenté de 28 % pour le trimestre, et en cumul annuel, de 10,8 %.

Nous tirons profit du fait qu'un de nos principaux clients américains, qui avait procédé à une restructuration en vertu du chapitre 11, rattrape les commandes que nous avons perdues à la fin de 2001 et au début de 2002. La hausse du rendement dans la catégorie PAA de la division s'explique aussi par de nets gains de productivité et le faible coût des matières premières. Ce secteur est en bonne voie de réaliser des ventes se chiffrant entre 270 M\$ et 285 M\$ au cours de l'exercice 2002, avec un bénéfice d'exploitation variant entre 16,5 % et 17,5 % des ventes.

Articles pour enfants

Les ventes dans la catégorie des articles pour enfants sont demeurées identiques au cours du deuxième trimestre, tandis que le bénéfice d'exploitation a diminué de près de 14 %. Les ventes en Amérique du Nord ont été légèrement touchées par un ralentissement des livraisons de sièges d'autos, du fait de l'arrivée imminente des sièges avec verrouillage à loquet au cours du présent trimestre. Cette situation était à prévoir, car les détaillants hésitent à stocker de nouveaux modèles à l'avance.

En Europe, la rentabilité a été altérée par une combinaison de facteurs, notamment un ralentissement des ventes au détail, particulièrement en Allemagne, ce qui a eu pour effet de réduire les ventes dans leur ensemble. Le marché européen pose toujours un défi en raison

de la prudence des consommateurs. Malgré ce fait, la demande pour les poussettes de marque Quinny a dépassé les attentes, occasionnant certaines difficultés d'approvisionnement. D'importantes modifications ont toutefois été apportées à la chaîne d'approvisionnement de poussettes, ce qui permettra d'améliorer la capacité de Dorel à servir la clientèle et, par le fait même, d'augmenter les ventes.

Grâce à une solide équipe de gestion en Europe, un large éventail de produits, des chaînes d'approvisionnement améliorées et de nouveaux produits, nous maintiendrons la croissance amorcée. En Amérique du Nord, nous avons sans cesse amélioré nos activités, et avec le nouveau président du Groupe Juvénile Dorel aux É.-U., plusieurs changements majeurs ont déjà été apportés.

Dans la catégorie des articles pour enfants, nous prévoyons de bons résultats pour le deuxième semestre de 2002, à l'inverse de ceux inscrits à la même période de l'exercice précédent. En conséquence, les ventes d'articles pour enfants devraient se situer dans la fourchette de 525 M\$ - 575 M\$, et le bénéfice d'exploitation entre 8,5 % - 9,5 %

Mobilier de maison

Toutes les unités de l'entreprise dans le secteur du Mobilier de maison ont contribué au succès obtenu dans ce secteur. Durant le trimestre, les ventes ont fait un bond de 39 %, tandis que le bénéfice d'exploitation s'est hissé de 174 %. De plus, la division des futons a atteint la rentabilité grâce à des volumes accrus, des gains de productivité substantiels à l'usine de Montréal et un meilleur contrôle du coût des matières premières.

Dorel Asie, qui progresse lentement mais sûrement, joue un rôle important dans ce secteur et continue d'exploiter la conception et l'importation de meubles exclusifs, destinés aux marchands de masse nord-américains. Le succès éclatant de la nouvelle gamme de fauteuils de cuir inclinables, lancée au cours du trimestre, en fait foi. Créée il y a à peine trois ans, Dorel Asie contribue pour une bonne part au redressement de ce secteur.

Le secteur du Mobilier de maison continue de croître. L'an dernier, les ventes de cette catégorie représentaient 14 % du chiffre d'affaires et seulement 4 % du bénéfice d'exploitation. Cette année, elles en comptent pour 17 % et 11 %, respectivement. Nous maintenons le cap avec des ventes prévisionnelles se chiffrant entre 165 M\$ et 175 M\$, et de manière prudente, nous visons un bénéfice d'exploitation variant entre 4 % et 5 % des ventes.

Perspectives

Malgré la turbulence économique observée dans les marchés européen et nord-américain, nous avons été en mesure d'améliorer les résultats par rapport à l'exercice précédent. Bien que l'économie continue de donner des signes ambivalents quant à une reprise sensible au cours du second semestre, nous maintenons notre bénéfice prévisionnel pour l'exercice 2002 dans la fourchette de 1,90 \$ - 2,00 \$ par action après dilution. Notre bilan positif nous place dans une bonne position pour effectuer des acquisitions cadrant avec nos lignes directrices et notre stratégie d'affaire.



Martin Schwartz
Président et chef de l'exploitation
Août 2002

état consolidé des résultats

POUR LES DEUXIÈMES TRIMESTRES ET LES SIX MOIS TERMINÉS LES 30 JUIN 2002 ET 2001

(TOUS LES MONTANTS SONT EXPRIMÉS EN MILLIERS DE DOLLARS US, SAUF LES MONTANTS PAR ACTION)

(NON VÉRIFIÉ)

	Deuxième trimestre terminé le		Six mois terminés le	
	30 juin 2002	30 juin 2001	30 juin 2002	30 juin 2001
Ventes	239 992 \$	218 619 \$	494 974 \$	463 769 \$
Charges				
Coût des produits vendus	184 370	168 778	379 590	359 146
Frais d'exploitation	24 725	22 397	51 472	45 861
Amortissement	6 045	5 974	12 024	11 779
Frais de recherche et développement	1 585	1 209	2 671	2 216
Intérêts sur dette à long terme	2 228	4 659	5 468	9 771
Autres intérêts	151	113	128	309
	219 104	203 130	451 353	429 082
Bénéfice avant impôts et amortissement de l'écart d'acquisition	20 888	15 489	43 621	34 687
Charge fiscale	5 992	3 437	12 997	8 567
Bénéfice avant amortissement de l'écart d'acquisition	14 896	12 052	30 624	26 120
Amortissement de l'écart d'acquisition	–	1 997	–	3 933
Bénéfice net	14 896 \$	10 055 \$	30 624 \$	22 187 \$
Bénéfice par action – en circulation				
Avant amortissement de l'écart d'acquisition	0,50 \$	0,43 \$	1,06 \$	0,93 \$
Bénéfice net	0,50 \$	0,36 \$	1,06 \$	0,79 \$
Bénéfice par action – dilué (note 2)				
Avant amortissement de l'écart d'acquisition	0,49 \$	0,42 \$	1,04 \$	0,92 \$
Bénéfice net	0,49 \$	0,35 \$	1,04 \$	0,78 \$
Nombre moyens d'actions				
En circulation	29 587 206	28 156 866	28 887 607	28 147 497
Dilué	30 343 173	28 622 082	29 481 061	28 509 378

bénéfices non répartis consolidés

POUR LE TRIMESTRE SE TERMINANT LES 30 JUIN 2002 (TOUS LES MONTANTS SONT EXPRIMÉS EN MILLIERS DE DOLLARS US)

(NON VÉRIFIÉ)

	2002	2001
Solde au début de l'exercice	153 223 \$	127 719 \$
Bénéfice net	30 624	22 187
Frais d'émission d'actions (net des impôts - 1 064\$)	(1 976)	–
Solde à la fin de l'exercice	181 871 \$	149 906 \$

Voir les notes ci jointes.

bilan consolidé

AU 30 JUIN 2002 (TOUS LES MONTANTS SONT EXPRIMÉS EN MILLIERS DE DOLLARS US)
(NON VÉRIFIÉ)

	30 juin 2002	30 déc. 2001	30 juin 2001
ACTIF			
Actif à court terme			
Espèces et quasi-espèces	10 763 \$	18 640 \$	2 790 \$
Débiteurs (note 3)	118 824	93 945	109 390
Stocks	158 720	152 411	170 536
Frais payés d'avance	15 803	17 178	19 448
Impôts sur le revenu à recevoir	–	5 156	–
Charge fiscale reportée	9 332	11 195	14 764
	313 442	298 525	316 928
Immobilisations	97 164	98 366	98 907
Écart d'acquisition	153 473	151 624	152 277
Charges reportées	12 180	12 557	9 397
Actifs incorporels	4 124	4 055	3 327
Charge fiscale reportée	1 012	1 327	1 938
Autres actifs	2 120	2 120	1 120
	583 515 \$	568 574 \$	583 894 \$
PASSIF			
Passif à court terme			
Dette bancaire	10 329 \$	7 911 \$	6 017 \$
Créditeurs et charges à payer	116 092	104 873	89 341
Impôts sur le revenu à payer	8 261	–	3 637
Fraction à court terme de la dette à long terme	3 128	2 680	2 536
	137 810	115 464	101 531
Dette à long terme	107 304	225 246	256 505
Engagements du régime de retraite	12 991	12 879	12 939
Charge fiscale reportée	2 687	3 073	2 729
AVOIR DES ACTIONNAIRES			
Capital-actions (note 4)	138 008	63 023	63 023
Bénéfices non répartis	181 871	153 223	149 906
Écart de change cumulé	2 844	(4 334)	(2 739)
	322 723	211 912	210 190
	583 515 \$	568 574 \$	583 894 \$

Voir les notes ci-jointes.

état consolidé des flux de trésorerie

POUR LES DEUXIÈMES TRIMESTRES ET LES SIX MOIS TERMINÉS LES 30 JUIN 2002 ET 2001 (TOUS LES MONTANTS SONT EXPRIMÉS EN MILLIERS DE DOLLARS US)
(NON VÉRIFIÉ)

Deuxième trimestre terminé le

Six mois terminés le

30 juin 2002

30 juin 2001

30 juin 2002

30 juin 2001

PROVENANCE (UTILISATION) DES LIQUIDITÉS LIÉES AUX ACTIVITÉS SUIVANTES :

EXPLOITATION

Bénéfice tiré des activités poursuivies	14 896 \$	10 055 \$	30 624 \$	22 187 \$
Ajustements pour :				
Amortissements	6 045	7 971	12 024	15 712
Charge fiscale reportée	343	872	1 758	1 184
Gain sur cession d'immobilisations	(13)	(19)	(27)	525
	21 271	18 879	44 379	39 608

Variation des éléments hors caisse du fonds de roulement :

Débiteurs	30 345	26 469	(23 588)	(10 510)
Stocks	(27 506)	(22 010)	(4 599)	(26 699)
Frais payés d'avance	1 909	(3 145)	1 679	(3 561)
Créditeurs et charges à payer	6 749	(27 827)	10 185	(20 657)
Impôts sur le revenu à payer	3 601	499	13 335	2 609
	15 098	(26 014)	(2 988)	(58 818)

Provenance (utilisation) des liquidités liées aux activités d'exploitation

36 369 (7 135) 41 391 (19 210)

FINANCEMENT

Diminution de la dette à long terme	(112 519)	(19 553)	(117 559)	(8 038)
Émission d'actions	74 454	234	74 985	528
Frais d'émission d'actions	(1 976)	–	(1 976)	–
Augmentation de la dette bancaire	581	586	1 302	1 606

Sorties nettes liées aux activités de financement

(39 460) (18 733) (43 248) (5 904)

INVESTISSEMENT

Acquisition d'une filiale	–	(9 503)	–	(9 503)
Encaisse	–	548	–	548
	–	(8 955)	–	(8 955)
Financement par emprunt à long terme	–	8 955	–	8 955
	–	–	–	–
Produits de la vente de comptes débiteurs	–	27 750	–	27 750
Acquisition d'immobilisations – net	(4 852)	(2 757)	(7 588)	(4 197)
Charges reportées	(611)	(1 155)	(1 121)	(2 024)
Actifs incorporels	(440)	(51)	(683)	(333)

Provenance (utilisation) des liquidités liées aux activités d'investissement

(5 903) 23 787 (9 392) 21 196

Effet des variations des taux de change sur les liquidités

3 029 (940) 3 372 38

DIMINUTION NETTE DES LIQUIDITÉS

(5 965) (3 021) (7 877) (3 880)

Liquidités au début de la période 16 728 5 811 18 640 6 670

LIQUIDITÉS À LA FIN DE LA PÉRIODE

10 763 \$ 2 790 \$ 10 763 \$ 2 790 \$

notes afférentes aux états financiers consolidés

AU 30 JUIN 2002 (TOUS LES MONTANTS SONT EXPRIMÉS EN MILLIERS DE DOLLARS US)
(NON VÉRIFIÉS)

NOTE 1 Conventions comptables

Méthode de présentation

Les états financiers consolidés non vérifiés qui précèdent ont été préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus (PCGR). Libellés en dollars américains, ils respectent la méthode de présentation des plus récents états financiers vérifiés de la Société. Ces états financiers consolidés non vérifiés n'incluent pas tous les renseignements et notes requis en vertu des PCGR pour les états financiers annuels et devraient, par conséquent, être lus conjointement avec les états financiers et les notes afférentes présentés dans le rapport annuel de la Société pour l'exercice terminé le 30 décembre 2001.

Changement de principes comptables

Bénéfice par action

Au cours du troisième trimestre, la Société a adopté les recommandations de l'Institut canadien des comptables agréés (ICCA), chapitre 3500. Ce chapitre préconise la méthode des actions autodétenues plutôt que la méthode des profits théoriques pour déterminer l'effet de dilution des options et des bons de souscription au moment du calcul du bénéfice dilué par action. L'adoption des nouvelles recommandations n'a pas eu d'impact important sur le résultat dilué par action.

Rémunération à base d'actions

À compter du 1^{er} janvier 2002, la Société a adopté les recommandations de l'Institut canadien des comptables agréés (ICCA), chapitre 3870, intitulé « Rémunérations et autres paiements à base d'actions ». Ce nouveau chapitre s'harmonise aux PCGR des États-Unis, notamment à la norme « SFAS N° 123 » du United States Financial Accounting Standards Board et aux lignes directrices « Opinion N° 25 » du Accounting Principles Board, et définit des normes de constatation, de mesure et d'information applicables aux rémunérations à base d'actions et aux autres paiements à base d'actions faits en contrepartie de biens ou de services.

Actuellement, la Société peut, à la discrétion de son conseil d'administration et en vertu de divers programmes, accorder à des cadres supérieurs et à certains travailleurs clés, des options d'achat pour ses actions de catégorie B à droit de vote subalterne. Le prix d'exercice des options correspond au cours du marché des actions à la date d'obtention de l'option, moins les réductions permises par la loi et les règlements édictés par les autorités compétentes en matière de valeurs mobilières dans la juridiction à laquelle la Société appartient. Le chapitre 3870 encourage les sociétés à adopter une méthode de comptabilisation fondée sur la juste valeur pour tous les salariés bénéficiant d'un programme de rémunération à base d'actions, mais ne l'exige que pour certains types de paiements à base d'actions, que la Société n'effectue d'ailleurs pas.

Conséquemment, la Société a décidé de ne pas passer en charges, dans ses résultats d'exploitation, de telles rémunérations. Par contre, si la Société avait décidé de constater des charges de rémunération fondée sur la juste valeur à la date d'obtention de l'option, en conformité avec les lignes directrices, le bénéfice net de la Société et le bénéfice par action pour les six mois et le trimestre terminés le 30 juin 2002 auraient été réduits respectivement de 504 000 \$ et 0,02 \$ par action par rapport à 252 000 \$ ou 0,01 \$ par action pour le premier trimestre. Notez qu'à la première année de mise en application, il n'est pas nécessaire de fournir des renseignements comparatifs portant sur les années antérieures.

Écarts d'acquisition

À compter du 1^{er} janvier 2002, la Société a adopté les recommandations de l'Institut canadien des comptables agréés (ICCA), chapitre 1581, intitulé « Regroupements d'entreprises et chapitre » 3062, « Écarts d'acquisition et autres actifs incorporels ». À compter du 1^{er} juillet 2001, ces normes exigent que tous les regroupements d'entreprises soient comptabilisés d'après la méthode de l'achat pur et simple. En conformité avec les nouvelles normes, les écarts d'acquisition et autres actifs incorporels à durée de vie indéfinie ne pourront plus être imputés aux produits d'exploitation et devront être réévalués, chaque année. Comme indiqué à l'état des résultats, l'amortissement de l'écart d'acquisition pour les six mois et le deuxième trimestre s'est chiffré à 3,9 M\$ ou 0,14 \$ par action comparativement à 2,0 M\$ ou 0,07 \$ par action pour le premier trimestre.

De plus, un test de dépréciation transitoire de l'écart d'acquisition est obligatoire dès le 30 décembre 2001. La Société a effectué son test de dépréciation et a conclu qu'aucune dépréciation n'était nécessaire au 30 décembre 2001.

NOTE 1 Conventions comptables (suite)**Information sectorielle**

La Société a modifié la structure de son organisation interne en ce qui a trait à la fabrication et à la vente de meubles de bois et de métal, auparavant déclarés dans le secteur du Mobilier de maison. Ces produits font maintenant partie de la division des Meubles prêts-à-assembler. En conséquence, les résultats déclarés pour la période antérieure ont été ajustés afin de prendre en compte cette modification et sont maintenant inclus dans la division PAA, comme on peut le voir à la note 6 afférente aux présents états financiers.

Reclassement

Certains comptes des années précédentes ont été reclassés afin de les conformer au mode de présentation des états financiers 2002.

NOTE 2 Bénéfice par action

Le tableau qui suit effectue le rapprochement entre les nombres d'actions avec et sans dilution :

	Deuxième trimestre terminé		Six mois terminés	
	le 30 juin 2002	le 30 juin 2001	le 30 juin 2002	le 30 juin 2001
Nombre moyen quotidien pondéré d'actions de catégorie A à vote multiple et de catégorie B à droit de vote subalterne	29 587 206	28 156 866	28 887 607	28 147 497
Effet de dilution des options d'achat d'actions et des bons de souscription d'actions	755 966	465 216	593 454	361 881
Nombre moyen pondéré d'actions (avec dilution)	30 343 173	28 622 082	29 481 061	28 509 378
Nombre d'options d'achat d'actions et de bons de souscription d'actions anti-dilution exclus du calcul du bénéfice par action avec dilution	100 000	200 000	100 000	384 000

NOTE 3 Cession de comptes clients

Le 22 juin 2001, Dorel a conclu avec un tiers une entente portant sur la cession, au-dessous de sa valeur nominale, d'une portion de 30 M\$ de ses comptes clients. Aux termes de l'entente, la Société supervise l'opération et peut vendre, selon un système d'avances remboursables, d'autres comptes clients admissibles en fonction des montants recouvrés sur les comptes clients précédents. Au 30 juin 2002, des comptes clients d'une valeur de 30 M\$ avaient été ainsi vendus, et ce montant a été exclu du solde des comptes clients établi à la même date. Par contre, la Société conserve un intérêt dans les comptes clients cédés, qui correspond à leur juste valeur estimative au moment de la vente. Au 30 juin 2002, l'intérêt conservé se situait à 2,25 M\$.

NOTE 4 Capital social

Le capital social de la Société est constitué comme suit :

Capital autorisé

Un nombre illimité d'actions privilégiées sans valeur nominale, pouvant être émises en séries.

Un nombre illimité d'actions à droit de vote multiple de catégorie A sans valeur nominale, convertibles en tout temps au choix du détenteur, au taux de une contre une, en actions subalternes avec droit de vote de catégorie B.

Un nombre illimité d'actions subalternes avec droit de vote de catégorie B sans valeur nominale, convertibles en actions à droit de vote multiple de catégorie A, dans certaines circonstances, si les actions de catégorie A font l'objet d'une offre d'achat.

NOTE 4 Capital social (suite)

Description détaillée des actions émises et en circulation :

	Semestre terminé le 30 juin 2002		Exercice terminé le 30 décembre 2001		Semestre terminé le 30 juin 2001	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
		(en milliers)		(en milliers)		(en milliers)
ACTIONS À DROIT DE VOTE MULTIPLE DE CATÉGORIE A						
Solde, au début de la période	4 940 360	2 168 \$	5 035 260	2 207 \$	5 035 260	2 207 \$
Actions converties de catégorie A à catégorie B	(8 200)	(3)	(94 900)	(39)	(43 100)	(18)
Solde, à la fin de la période	4 932 160	2 165	4 940 360	2 168	4 992 160	2 189
ACTIONS SUBALTERNES AVEC DROIT DE VOTE DE CATÉGORIE B						
Solde, au début de la période	23 230 132	60 855	23 090 232	60 288	23 090 232	60 288
Actions converties de catégorie A à catégorie B	8 200	3	94 900	39	43 100	18
Émission de capital social ⁽¹⁾	2 929 200	72 435	–	–	–	–
Actions émises dans le cadre du régime d'options d'achat d'actions	179 000	2 550	45 000	528	45 000	528
Solde, à la fin de la période	26 346 532	135 843	23 230 132	60 855	23 178 332	60 834
TOTAL DU CAPITAL SOCIAL		138 008 \$		63 023 \$		63 023 \$

⁽¹⁾ En vertu de l'entente en date du 26 avril 2002 conclue entre la Société et un syndicat de prise ferme dont le chef de file est Marché mondiaux CIBC inc., la Société a convenu de vendre et les preneurs fermes ont convenu d'acheter, le 22 mai 2002, 2 929 200 actions subalternes avec droit de vote de catégorie B au prix unitaire de 38,50 \$CAN représentant un total de 112,8 millions de dollars canadiens, en vertu d'un prospectus en date du 8 mai 2002.

NOTE 5 Options d'achat d'actions

En vertu de différents programmes, la Société peut concéder des options d'achat d'actions portant sur des actions subalternes avec droit de vote de catégorie B, au gré du conseil d'administration, à des cadres supérieurs et à certains employés clés. Le prix d'exercice est le prix du marché des titres à la date où les options peuvent être consenties. Aucune option ne pourra être exécutée au cours de la première année suivant son octroi ; les options sont exerçables, cumulativement, au taux de 25 % dans chacune des quatre années suivantes et n'expireront pas après l'année 2002 :

Le programme d'options d'achat d'actions de la Société est élaboré comme suit :

	Semestre terminé le 30 juin 2002		Exercice terminé le 30 décembre 2001		Semestre terminé le 30 juin 2001	
	Options	Moyenne pondérée Prix d'exercice	Options	Moyenne pondérée Prix d'exercice	Options	Moyenne pondérée Prix d'exercice
Options en vigueur, au début de la période	1 402 000	13,72 \$	1 503 000	13,72 \$	1 503 000	13,72 \$
Options concédées	884 000	20,80	15 000	16,47	15 000	16,47
Options exercées	(179 000)	15,44	(45 000)	11,73	(45 000)	11,73
Options annulées	–	–	(71 000)	16,62	(47 000)	16,62
Options en vigueur, à la fin de la période	2 107 000	16,50 \$	1 402 000	13,65 \$	1 426 000	13,72 \$

NOTE 5 Options d'achat d'actions (suite)

Sommaire des options en vigueur le 30 juin 2002 :

Total d'options en vigueur				Total d'options exerçables	
Options	Prix d'exercice	Moyenne pondérée Prix d'exercice	Moyenne pondérée Durée non écoulée	Options	Moyenne pondérée Prix d'exercice
2 107 000	12,47-24,52 \$	16,50 \$	2,86	788 000	12,77 \$

NOTE 6 Information sectorielle

POUR LES TROIS MOIS TERMINÉS LE 30 JUIN 2002 (EN MILLIERS DE DOLLARS US)

	Articles pour enfants	Prêt-à-assembler	Mobilier de maison	Éliminations	Total
Ventes aux clients	130 834 \$	62 940 \$	46 218 \$	– \$	239 992 \$
Ventes intersectorielles	–	–	–	(–)	–
PRODUITS D'EXPLOITATION TOTAUX	130 834	62 940	46 218	(–)	239 992
Bénéfice d'exploitation	10 133 \$	11 490 \$	4 409 \$		26 031
Charges du siège social					2 764
Intérêts					2 379
Impôts					5 992
Bénéfice net					14 896 \$
Amortissement	3 918 \$	1 205 \$	601 \$		
Amortissement de l'écart d'acquisition	– \$	– \$	– \$		

POUR LES TROIS MOIS TERMINÉS LE 30 JUIN 2001 (EN MILLIERS)

	Articles pour enfants	Prêt-à-assembler	Mobilier de maison	Éliminations	Total
Ventes aux clients	131 558 \$	53 683 \$	33 378 \$	– \$	218 619 \$
Ventes intersectorielles	–	1 319	391	(1 710)	–
PRODUITS D'EXPLOITATION TOTAUX	131 558	55 002	33 769	(1 710)	218 619
Bénéfice d'exploitation*	9 796 \$	8 919 \$	1 612 \$		20 327
Charges du siège social					2 063
Intérêts					4 772
Impôts					3 437
Bénéfice net					10 055 \$
Amortissement	3 786 \$	1 281 \$	624 \$		
Amortissement de l'écart d'acquisition	1 928 \$	69 \$	– \$		

* Inclut amortissement de l'écart.

À noter : Il n'y a pas eu de changement notable dans la valeur comparative ni dans la répartition géographique des actifs sectoriels par rapport à l'information publiée dans les derniers états financiers consolidés vérifiés, soit ceux de l'exercice terminé le 30 décembre 2001. C'est pourquoi aucun montant de ce genre ne figure au tableau.

NOTE 6 Information sectorielle (suite)

POUR LES SIX MOIS TERMINÉS LES 30 JUIN 2002 (EN MILLIERS DE DOLLARS US)

	Articles pour enfants	Prêt-à- assembler	Mobilier de maison	Éliminations	Total
Ventes aux clients	278 715 \$	133 853 \$	82 406 \$	– \$	494 974 \$
Ventes intersectorielles	–	–	–	(–)	–
PRODUITS D'EXPLOITATION TOTAUX	278 715	133 853	82 406	(–)	494 974
Bénéfice d'exploitation	24 061 \$	23 989 \$	6 021 \$		54 071
Charges du siège social					4 854
Intérêts					5 596
Impôts					12 997
Bénéfice net					30 624 \$
Amortissement	7 992 \$	2 304 \$	1 119 \$		
Amortissement de l'écart d'acquisition	– \$	– \$	– \$		
Valeur comptable de l'écart d'acquisition	149 051 \$	4 422 \$	– \$		

POUR LES SIX MOIS TERMINÉS LE 30 JUIN 2001 (EN MILLIERS)

	Articles pour enfants	Prêt-à- assembler	Mobilier de maison	Éliminations	Total
Ventes aux clients	270 158 \$	128 870 \$	64 742 \$	– \$	463 769 \$
Ventes intersectorielles	8	2 245	391	(2 644)	–
PRODUITS D'EXPLOITATION TOTAUX	270 166	131 115	65 136	(2 644)	463 769
Bénéfice d'exploitation*	21 479 \$	21 519 \$	1 912 \$		44 910
Charges du siège social					4 077
Intérêts					10 080
Impôts					8 566
Bénéfice net					22 187 \$
Amortissement	7 450 \$	2 652 \$	1 113 \$		
Amortissement de l'écart d'acquisition	3 793 \$	140 \$	– \$		
Valeur comptable de l'écart d'acquisition	147 632 \$	4 645 \$	– \$		

* Inclut amortissement de l'écart.

analyse par la direction de la situation financière

POUR LE SEMESTRE TERMINÉ LE 30 JUIN 2002

L'analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation (l'« Analyse ») devrait être lue conjointement avec les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés du semestre terminé le 30 juin 2002 ainsi qu'avec l'Analyse et les états financiers consolidés vérifiés de l'exercice terminé le 30 décembre 2001.

Il est à noter qu'aucun changement important n'est survenu en ce qui a trait aux « Objectifs, activités principales et stratégies de la Société », « Risques » et « Normes comptables et prévisions critiques » comparativement à ce qui est mentionné dans l'Analyse présentée dans le rapport annuel 2001 de la Société. En conséquence, ces questions ne sont pas abordées dans la présente analyse.

Résultats D'exploitation

Vue d'ensemble

Dorel a enregistré des progrès au titre des ventes et du bénéfice au cours du trimestre et du semestre terminés le 30 juin 2002. Avant le redressement découlant des nouvelles règles de comptabilisation de l'amortissement de l'écart d'acquisition, le bénéfice du deuxième trimestre avait bondi de 48 %, se hissant à 14,9 M\$, et dégageant un bénéfice dilué par action de 0,49 \$ contre 0,35 \$ à l'exercice précédent. Les ventes ont augmenté de 9,8 %, culminant la période à 240 M\$. Le bénéfice du semestre a bondi de 38 %, pour s'établir à 30,6 M\$. Le bénéfice dilué par action du premier semestre était de 1,04 \$ en regard de 0,78 \$ à l'exercice précédent. Les ventes cumulatives au 30 juin 2002 ont totalisé 495 M\$, en hausse de 6,7 % par rapport à l'exercice précédent.

Exception faite de l'amortissement de l'écart d'acquisition inclus dans les chiffres correspondants de 2001, le bénéfice du deuxième trimestre a augmenté de 24 %, en regard de 12,1 M\$ et d'un bénéfice dilué par action de 0,42 \$. Le bénéfice du semestre a bondi de 17 % par rapport à 26,1 M\$ et le bénéfice dilué par action du premier semestre s'est accru de 12 cents par rapport à 0,92 \$. L'émission d'actions supplémentaires dans le cadre d'un placement effectué au cours du deuxième trimestre a eu pour effet de diluer les résultats du deuxième trimestre de 2002 à raison de 2 cents l'action.

Au cours du semestre, les ventes ont augmenté de 6,7 % ; hausse presque exclusivement attribuable à la croissance des ventes internes plutôt qu'à l'augmentation des ventes imputable aux nouvelles acquisitions. La progression des ventes et l'amélioration des activités d'exploitation ont fait augmenter le bénéfice d'exploitation de plus de 10 % par rapport à l'exercice précédent. Cette hausse, combinée avec la faiblesse des taux d'intérêt et un faible niveau d'endettement, a stimulé la croissance du bénéfice avant impôts de près de 26 % par rapport à l'exercice précédent.

Segments de marché

Les résultats sectoriels de la Société sont présentés à la note 6 afférente aux états financiers intermédiaires. Les résultats du deuxième trimestre et du premier semestre de l'exercice sont présentés ci-après en pourcentage :

Résultats sectoriels en pourcentage des ventes

	Trimestre terminé le		Semestre terminé le	
	30 juin 2002	30 juin 2001	30 juin 2002	30 juin 2001
	%	%	%	%
ARTICLES POUR ENFANTS				
Ventes	100,0	100,0	100,0	100,0
Coûts des produits vendus	76,5	76,3	75,5	76,0
Bénéfice brut	23,5	23,7	24,5	24,0
Charges d'exploitation	11,9	11,3	12,3	11,4
Amortissement à l'exclusion de l'écart d'acquisition	3,0	2,9	2,9	2,8
Amortissement de l'écart d'acquisition	0,0	1,5	0,0	1,4
Recherche et développement	0,9	0,6	0,7	0,4
Bénéfice d'exploitation	7,7	7,4	8,6	8,0
MEUBLES PRÊTS-À-ASSEMBLER				
Ventes	100,0	100,0	100,0	100,0
Coûts des produits vendus	74,0	74,3	74,5	75,4
Bénéfice brut	26,0	25,7	25,5	24,6
Charges d'exploitation	5,4	6,1	5,4	5,3
Amortissement à l'exclusion de l'écart d'acquisition	1,9	2,4	1,7	2,1
Amortissement de l'écart d'acquisition	0,0	0,1	0,0	0,1
Recherche et développement	0,4	0,4	0,5	0,4
Bénéfice d'exploitation	18,3	16,6	17,9	16,7
MOBILIER DE MAISON				
Ventes	100,0	100,0	100,0	100,0
Coûts des produits vendus	81,6	85,5	84,1	87,5
Bénéfice brut	18,4	14,5	15,9	12,5
Charges d'exploitation	7,2	7,4	6,9	7,4
Amortissement à l'exclusion de l'écart d'acquisition	1,3	1,9	1,4	1,7
Recherche et développement	0,4	0,4	0,3	0,4
Bénéfice d'exploitation	9,5	4,8	7,4	3,0

Articles pour enfants

Les ventes du secteur Articles pour enfants sont demeurées stables à 131 M\$, tandis que le bénéfice lié aux activités d'exploitation a perdu 13,6 %, pour s'établir à 10,1 M\$ en regard du deuxième trimestre de l'exercice précédent. Les ventes cumulatives au 30 juin 2002 totalisaient 279 M\$, en hausse de 3 %, alors que le bénéfice a fléchi de 4,8 %, passant de 25,3 M\$ en 2001 à 24 M\$. Les ventes en Amérique du Nord ont subi les contrecoups du ralentissement des livraisons de sièges d'autos, l'industrie étant en attente du lancement des nouveaux sièges d'auto à système LATCH au début du troisième trimestre.

En Europe, un ensemble de facteurs ont nui à la rentabilité de ce secteur. L'Europe en général, mais plus particulièrement l'Allemagne, a enregistré une baisse des activités de détail, dont l'effet s'est fait ressentir sur les ventes en général. En revanche, et malgré la conjoncture économique difficile, la demande pour les poussettes de marque Quinny a dépassé les attentes, occasionnant même certains problèmes d'approvisionnement du marché.

Les marges brutes du trimestre accusaient un léger retard (0,2 %) sur les résultats de 2001. Ce recul tient essentiellement au changement dans la composition des ventes et à une structure des coûts plus élevée en 2002. Au cours du deuxième trimestre, les ventes en Amérique du Nord ont enregistré une baisse de 13 % en regard du trimestre précédent, entraînant un rétrécissement des marges et une diminution de la capacité d'absorption des coûts. En Europe, les coûts élevés découlant de l'acquisition de Quint en avril 2001 ont également diminué les marges. Or, l'accroissement du volume des ventes a permis d'atténuer l'augmentation de ces frais fixes et les marges ont malgré tout augmenté de 0,5 point de pourcentage au cours de la période de six mois terminée le 30 juin 2002.

Les charges d'exploitation en pourcentage des ventes ont augmenté au cours du trimestre, mais également pour le semestre terminé le 30 juin 2002. En Amérique du Nord, l'accroissement des charges s'explique principalement par les coûts liés aux engagements et aux responsabilités relatives aux produits, qui suivent les prévisions mais avaient augmenté à partir du milieu de l'exercice et dépassaient les montants comptabilisés à ce titre pour la même période de l'exercice précédent. En Europe, certains frais promotionnels ont crû par rapport à l'exercice précédent.

Meubles prêts-à-assembler

Le secteur Meubles prêts-à-assembler de Dorel a enregistré des ventes de 63 M\$, une majoration de 17,2 % par rapport aux ventes de 54 M\$ enregistrées au cours du deuxième trimestre de 2001. Le bénéfice d'exploitation a suivi la même tendance à la hausse, faisant un bond de 28 %, pour s'établir à 11,5 M\$. Les ventes du semestre terminé le 30 juin 2002 ont augmenté de 4 %, pour totaliser 134 M\$, alors que le bénéfice enregistrait une augmentation de 10,8 %, passant de 21,7 à 24,0 M\$.

La progression des ventes au cours du trimestre et depuis le début de l'exercice est essentiellement attribuable à la réorganisation récente d'un important client aux États-Unis en vertu du chapitre 11 qui a continué de rattraper les commandes perdues enregistrées vers la fin de l'exercice 2001 et au début de 2002. L'élargissement des marges brutes pour le trimestre et le semestre écoulés a été possible grâce à l'accroissement de la productivité par rapport à l'exercice précédent et à la faiblesse persistante du coût des matières premières. Au cours du trimestre, les charges d'exploitation en pourcentage des ventes ont chuté grâce à l'intensification du volume des ventes de 17 % par rapport à 2001. En dollars, les charges d'exploitation étaient sensiblement les mêmes. Par ailleurs, les charges d'exploitation cumulatives depuis le début de l'exercice, en pourcentage des ventes, sont demeurées au même niveau qu'à l'exercice précédent.

Mobilier de maison

Les ventes du secteur Mobilier de maison ont fait un bond de 39 %, pour se hisser à 46,2 M\$, alors que le bénéfice d'exploitation a augmenté de 174 % en regard du deuxième trimestre de 2001, atteignant 4,4 M\$. Pour le semestre, les ventes ont progressé de 27,3 %, s'élevant à 82 M\$, tandis que le bénéfice a connu une augmentation marquée de 215 %, passant de 1,9 M\$ à l'exercice précédent à 6 M\$. Les trois unités d'exploitation de ce secteur affichent une augmentation des ventes pour le trimestre et depuis le début de l'exercice, croissance dont plus de la moitié provient de la division Asie de Dorel. L'amélioration de la rentabilité au cours des deux trimestres et depuis le début de l'exercice est principalement attribuable aux activités liées à la vente de futons du secteur Mobilier de maison de Dorel. Pareille progression a été possible grâce à l'accroissement du volume des ventes, à une nette amélioration de la productivité et à un contrôle serré du coût des matières premières.

L'amélioration des marges brutes au cours du trimestre et depuis le début de l'exercice par rapport au premier trimestre de 2001 s'explique notamment par les changements apportés dans le secteur Mobilier de maison de Dorel, tels qu'ils sont décrits précédemment et dans l'Analyse de 2001. En pourcentage des ventes, les charges d'exploitation trimestrielles et cumulatives au 30 juin 2002 sont inférieures à celles de l'exercice précédent, en raison de l'augmentation du volume des ventes et du resserrement des contrôles sur les coûts du secteur Mobilier de maison de Dorel dans le cadre de la réorganisation amorcée au début de 2001.

Autres charges

Les frais d'intérêt ont diminué en 2002 par rapport à 2001 pour le trimestre, mais également depuis le début de l'exercice. Cette baisse découle de la diminution du solde des prêts attribuable à l'accroissement des liquidités provenant des activités d'exploitation et au produit d'une émission d'actions de 69,4 M\$US à la fin du mois de mai. La Société a également tiré profit de la faiblesse des taux d'intérêt, une grande partie des emprunts de Dorel portant intérêts à taux variables.

Les charges du siège social sont demeurées relativement stationnaires par rapport à l'exercice précédent. Au cours du trimestre, le taux d'imposition, sans tenir compte de l'incidence de la non-déductibilité de l'amortissement de l'écart d'acquisition, est passé de 22,2 % en 2001 à 28,7 % en 2002. Depuis le début de l'exercice, le taux d'imposition a également augmenté, passant de 24,7 à 29,8 %. Cet accroissement du taux d'imposition effectif s'explique par la répartition du bénéfice avant impôts dans les différentes juridictions fiscales où Dorel exerce ses activités. La Société s'attend à ce que son taux d'imposition gravite aux alentours de 30 %.

Liquidités et situation de trésorerie

Au cours du deuxième trimestre de 2002, les liquidités provenant des activités d'exploitation, avant les variations des éléments hors caisse du fonds de roulement, totalisaient 21,3 M\$ contre 18,9 M\$ en 2001. Après le financement des éléments hors caisse du fonds de roulement, les activités d'exploitation ont généré des rentrées de 36,4 M\$ en 2002 alors que des fonds de 7,1 M\$ avaient dû être utilisés en 2001. Cette amélioration de 43,4 M\$ est principalement attribuable à une meilleure gestion des comptes clients.

Au cours du premier semestre de 2002, les liquidités provenant des activités d'exploitation, avant les variations des éléments hors caisse du fonds de roulement s'élevaient à 44,4 M\$ contre 39,6 M\$ en 2001. Après le financement des éléments hors caisse du fonds de roulement, les activités d'exploitation ont permis de dégager des rentrées de 41,4 M\$ en 2002 alors qu'un montant de 19,2 M\$ avait dû être utilisé en 2001, soit une amélioration de 60,6 M\$. Cet accroissement s'explique principalement par une meilleure gestion des stocks qui n'ont augmenté que de 4,6 M\$ depuis la fin de l'exercice en regard de 2001 alors que le niveau des stocks avait augmenté de 26,7 M\$, mais aussi par une meilleure gestion des comptes clients. Les comptes clients ont connu une croissance marquée entre le 31 décembre 2001 et le 30 juin 2002, comme cela est courant durant le premier semestre de l'exercice.

Les liquidités utilisées pour financer diverses activités d'investissement de la Société en 2002 se sont chiffrées à 5,9 M\$ pour le trimestre et à 9,4 M\$ depuis le début de l'exercice. Exclusion faite du produit de la cession de comptes clients au cours du deuxième trimestre de 2001, pour un montant de 27,5 M\$, tel qu'il est décrit à la note 3 afférente aux états financiers, les liquidités utilisées pour financer des activités d'investissement au cours du deuxième trimestre de 2001 ont totalisé 4 M\$ et 6,6 M\$ pour le semestre correspondant de 2001. Au cours du premier trimestre de 2001, des immobilisations ont été cédées en contrepartie d'un montant de 0,9 million de dollars. Si on retranche le produit de cette vente des chiffres correspondants de l'exercice précédent, le montant pertinent à des fins de comparaison devient 7,5 M\$.

Le 26 avril 2002, Dorel annonçait la conclusion d'une entente avec un syndicat de preneurs fermes dirigé par CIBC World Markets Inc., en vertu de laquelle les preneurs fermes s'engageaient à acheter et à vendre dans le public 3,5 millions d'actions à droit de vote subalterne, de catégorie B, de Dorel. Le prix d'achat de ces actions se situe à 38,50 \$CAN. De ces actions, 2,5 millions sont des actions autodétenues et un million d'actions est actuellement détenu par les cadres supérieurs de la Société. Les preneurs fermes disposent également d'une option d'achat visant l'acquisition d'un maximum de 500 000 actions autodétenues additionnelles, également de catégorie B à droit de vote subalterne. Cette option peut être levée à tout moment jusqu'à 24 heures avant la clôture de l'opération. Le 30 avril 2002, la Société a déposé un prospectus simplifié provisoire dans chacune des provinces canadiennes, dans le cadre de ce placement. À la clôture, le 22 mai 2002, le nombre total d'actions émises s'élevait à 2 929 200 actions, qui ont permis de dégager un produit net de 108 M\$CAN ou 69,4 M\$US. Le produit de ce placement a été utilisé pour rembourser la dette existante.

Au 30 juin 2002, l'endettement, déduction faite des liquidités disponibles, se situait à 152,3 M\$ de moins qu'à la date correspondante à l'exercice précédent. La réduction sur une période de douze mois se terminant le 30 juin 2002 provenait principalement du produit net de 69,4 M\$US découlant de l'émission d'actions, tel qu'il est décrit précédemment ainsi que de liquidités provenant des activités d'exploitation, déduction faite des acquisitions d'immobilisations d'un montant de 77,6 M\$. La Société respectait toutes les clauses afférentes à ces emprunts.

Événements Postérieurs à la Date du Bilan

Après la fin du trimestre, la Société a fait deux annonces. Le 30 juillet 2002, la Société a annoncé la vente, par l'entremise d'une de ses filiales, de billets de premier rang garantis à 6,80 %, de catégorie A, venant à échéance le 26 juillet 2012, pour un montant en capital de 50 M\$US. Le produit net de la vente de billets a servi à rembourser la dette bancaire existante. Conformément aux modalités de la convention d'émission des billets, Dorel peut émettre des billets supplémentaires d'ici le 26 juillet 2005 pour un montant de 50 M\$US. Les billets ont été achetés par un groupe d'investisseurs institutionnels chapeautés par La Prudentielle d'Amérique, Compagnie d'Assurance.

Le 7 août 2002, la Société annonçait que la Bourse de Toronto avait approuvé sa demande d'offre publique de rachat dans le cours normal des affaires. À ce titre, la Société sera en mesure de racheter des actions à des fins d'annulation pour un maximum de 200 000 actions à droit de vote subalterne, de catégorie B, sur une période de douze mois, débutant le 9 août 2002 et se terminant le 8 août 2003, ce qui représente 0,76 % des actions de catégorie B, à droit de vote subalterne émises et en circulation. La Société estime qu'elle tirera profit du rachat d'actions à des cours déterminés et c'est pourquoi elle a institué une offre publique de rachat dans le cours normal des affaires. La Société estime, au meilleur de sa connaissance, qu'aucun administrateur, dirigeant ou membre du personnel de Dorel ne compte vendre ses actions.